

Trois questions à Bruno Keller

Président de Propriété privée rurale

Récemment élu à la présidence de la Fédération nationale de la propriété privée rurale, Bruno Keller partage sa vision des complémentarités entre mondes rural et forestier.



Quels sont les sujets de préoccupation de vos adhérents ?

Nous comptons aujourd'hui 10 000 adhérents au sein de notre syndicat et une forte proportion est à la fois concernée par des sujets agricoles et forestiers. C'est la raison pour laquelle notre syndicat travaille étroitement avec Fransylva. Parmi les sujets récurrents sur lesquels nous travaillons conjointement figurent notamment la structuration juridique des propriétés rurales, la fiscalité sur la transmission, les sujets réglementaires en lien avec la Safer ou plus récemment la loi sur l'engrillagement (*voir la rubrique juridique en p. 46*). De manière générale, les sujets environnementaux, au nombre desquels figurent les problèmes liés à la gestion de l'eau, la replantation des haies ou l'adaptation des essences au changement climatique, nous amènent à unir nos idées et nos forces.

Au-delà de la défense d'intérêts communs, pensez-vous qu'il y ait des synergies sur le terrain à explorer entre les mondes forestier et agricole ?

L'entraide entre agriculteurs et forestiers est très certainement à développer. Nous avons quelques exemples de coopérations au sein de nos syndicats départementaux, mais ils restent trop peu fréquents. Aujourd'hui, l'entraide ne vient pas spontanément. Il faut dire que les outils de régulation du foncier freinent les partenariats entre les différents acteurs de la ruralité. Par ailleurs, le monde forestier est un monde de producteurs sur le long terme, qui peut avoir une vision différente de celle du monde agricole. Une concertation sur les grands sujets serait bienvenue pour encourager des synergies sur le terrain. Elles s'imposeraient

plus facilement ensuite. Tout ce que l'on peut faire pour rapprocher ces deux mondes de propriétaires, y compris les exploitants, sera bénéfique pour le monde rural dans sa globalité.

La nouvelle génération est-elle, selon vous, assez sensibilisée à l'avenir du patrimoine rural privé ? Pensez-vous que la relève soit là ?

Il me semble qu'il y a un certain désintérêt de la nouvelle génération, pour la bonne et simple raison qu'un investissement dans une terre agricole ou une propriété forestière se pense sur le très long terme. C'est aux antipodes d'un mode de vie de l'instantané. Pour y remédier, il est donc essentiel d'informer, mais aussi d'inciter. La diversification d'une propriété à travers des espaces boisés, agricoles, de chasse, de loisirs, de cueillettes, d'agrotourisme..., ce sont autant de mises en valeur qui peuvent recréer l'envie d'entreprendre. La fiscalité doit être favorable si l'on veut intéresser les futures générations. Certes, un rendement agricole est faible, et celui d'une forêt aléatoire, et de surcroît exposé à des risques exogènes. Mais le plus gros risque est qu'une propriété rurale ne trouve pas de repreneur, ou que le morcellement de nos territoires ruraux s'accroisse. Notre réseau de jeunes propriétaires ruraux est dynamique, c'est très encourageant. Il prévoit d'ailleurs de se rapprocher du réseau des jeunes forestiers Forêt Sphère, de celui des jeunes de la Demeure historique et de celui des jeunes chasseurs, entre autres... Autant d'initiatives qui permettent de créer du lien, vecteur essentiel pour l'avenir de nos territoires ruraux !

Bruno Keller. © FNPR.